

« Emmanuel Macron est le candidat de la mondialisation heureuse »



(L) > [VOX \(http://premium.lefigaro.fr/vox\)](http://premium.lefigaro.fr/vox) > [Vox Politique \(http://premium.lefigaro.fr/vox/politique\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/politique)



Par [Alexandre Devecchio \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 16/03/2017 à 18h19 | Publié le 16/03/2017 à 16h47

FIGAROVOX/ENTRETIEN- A six semaines du premier tour de la présidentielle, Emmanuel Macron est placé en deuxième position dans les sondages d'intentions de vote. Pour Thomas Guénolé, Emmanuel Macron rejoue la partition de Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

Thomas Guénolé est politologue, maître de conférences à Sciences Po et docteur en Science politique (CEVIPOF). Il est l'auteur de Les jeunes de banlieue mangent-ils les enfants? (éd. Le bord de l'eau, 2015) et La mondialisation malheureuse (éd. First, 2016).

FIGAROVOX.- Emmanuel Macron est-il de gauche?

Thomas GUÉNOLÉ.- Non. Être de gauche inclut indispensablement le rejet catégorique du racisme et des discriminations. Mais être de gauche ne se limite pas à cette position, qui après tout existe aussi chez une partie de la droite. Le minimum minimorum pour pouvoir être classé à gauche, c'est de proposer sous une forme ou une autre davantage de redistribution des richesses, et des mesures bénéficiant directement aux classes moyennes inférieures ainsi qu'aux classes populaires. Or, non seulement cet aspect est peu ou prou absent du programme d'Emmanuel Macron, mais il inclut au contraire des mesures fortes favorisant les classes moyennes et supérieures. C'est particulièrement frappant en matière fiscale: les taxes qu'il veut baisser en priorité sont celles des propriétaires immobiliers et des détenteurs d'épargne. A contrario, il prévoit d'augmenter la CSG, alors que c'est un impôt proportionnel prélevé sur tous les revenus: puisqu'un prélèvement, mettons, de 8%, fait évidemment beaucoup plus mal à celui qui gagne 800 euros net par mois qu'à celui qui gagne 5000 net, c'est évidemment une mesure défavorable aux plus pauvres.

A cela s'ajoutent des jugements assez peu caractéristiques de la gauche: par exemple lorsqu'il a déclaré que la meilleure façon pour pouvoir se payer un costume, c'est de travailler, ignorant donc qu'énormément de Français travaillent déjà beaucoup et n'auront jamais les moyens de s'en payer un pour autant ; ou lorsqu'il a résumé la vie socioéconomique des jeunes de banlieue à l'alternative entre devenir chauffeur Uber ou dealer du shit.

S'il n'est pas de gauche, où peut-il être classé dans le paysage politique?

Emmanuel Macron est un candidat de centre-droit.

À la lumière de son programme et de ses déclarations, puisqu'il défend des positions ouvertes envers les catégories discriminées, et un programme socioéconomique très similaire à celui de la droite en moins radical, Emmanuel Macron est un candidat de centre-droit.

Dans ce cas, comment expliquez-vous que des électeurs qui s'estiment eux-mêmes de gauche semblent s'apprêter à voter pour lui?

C'est d'abord la conséquence d'une bataille des idées très efficacement menée depuis une trentaine d'années par les partisans du programme économique et social de ce que j'appelle la «mondialisation malheureuse». Aux termes de ce que des économistes appellent le consensus de Washington, cela consiste à réguler le moins possible l'activité des mastodontes du secteur bancaire et assurantiel, à déréglementer le marché du travail, à abaisser les protections sociales de la population active, à privatiser graduellement les entreprises publiques et les biens publics, à réduire la voilure des services publics, et à n'intensifier l'action de l'Etat, pour l'essentiel, que dans les fonctions de maintien de l'ordre et de formation du personnel nécessaire aux besoins de l'économie. Cela consiste également à asséner que cette politique économique est la seule possible et que, si l'on est en désaccord, on est nécessairement archaïque, nationaliste ou partisan du retour des goulags.

Depuis des années, les prêcheurs de ce modèle sont omniprésents, entre autres, aux postes-clés de l'état-major du PS, aux postes d'éditorialistes de médias classés à gauche, aux postes de principaux économistes médiatisés, ou encore aux postes d'enseignants en économie dans l'appareil universitaire et dans les grandes écoles. À un moment donné, après des années et des années à répéter en boucle via tous ces canaux qu'une gauche moderne, c'est une gauche qui applique ce programme économique, il est normal que cela finisse par infuser dans tout un

pan l'électorat de gauche. La subversion du vocabulaire de gauche par ces prêcheurs, qu'on peut qualifier d'orwellienne, est d'ailleurs très intéressante à observer. Cela donne par exemple des intervenants du débat public qui s'autoproclament «progressistes», mais dont les propositions de politique économique, en dégradant par divers moyens les conditions de travail et les protections de la population active pauvre, sont objectivement régressives.

Par ailleurs il y a toujours eu une porosité entre l'aile la plus à droite de l'électorat du PS, celle d'un Jacques Delors par exemple, et l'aile la plus à gauche des partis de droite et du centre, celle d'un François Bayrou ou d'un Alain Juppé. En 2007 il a ainsi existé une très forte tentation du vote Bayrou, c'est-à-dire un vote centriste, chez tout un pan de cette aile droite de l'électorat du PS. Ce n'est donc pas nouveau. Et puisque le candidat du PS, Benoît Hamon, est issu de son aile gauche, logiquement cela amplifie le phénomène. Peut-être l'hémorragie serait-elle moindre si Arnaud Montebourg, plus équidistant des ailes gauche et droite du PS, avait gagné la primaire. En revanche, si Manuel Valls l'avait remportée, nous assisterions à une hémorragie symétrique, cette fois des électeurs de l'aile gauche du PS, vers le vote pour Jean-Luc Mélenchon.

Un certain nombre de cadres du PS, y compris Manuel Valls, envisagent de partir soutenir Emmanuel Macron. Quelques-uns ont déjà franchi le pas. Comment l'expliquez-vous?

Cela s'explique d'abord par les mêmes raisons que pour les électeurs de l'aile droite du PS: ils ont été convertis par la bataille des idées en faveur du programme économique et social de la «mondialisation malheureuse» ; et il y a

Il y a toujours eu une porosité entre l'aile la plus à droite de l'électorat du PS et l'aile la plus à gauche des partis de droite et du centre.

toujours eu une porosité, des transferts possibles, entre centre et centre-droit d'une part, aile droite du PS d'autre part. A cela s'ajoute, pour les cadres du PS, un intérêt de carrière: les sondages donnent Emmanuel Macron loin devant Benoît Hamon voire qualifié au second tour et ensuite élu chef de l'Etat. Pour partie, au-delà des convictions, ils envisagent donc de le rallier comme la girouette tourne sous l'effet du vent.

L'attitude actuelle de toute une partie des cadres du PS, en particulier des cadres vallsistes, est proprement ahurissante.

Au demeurant, l'attitude actuelle de toute une partie des cadres du PS, en particulier des cadres vallsistes, est proprement ahurissante. Ils font à Benoît Hamon un procès en légitimité en tant que candidat, alors que la légitimité démocratique des millions de votes de la primaire est difficilement contestable. Ils exigent de lui qu'il modifie son programme dans leur sens, alors qu'au second tour de la primaire il a battu Manuel Valls de près de 20 points. Ils fustigent une campagne ayant du mal à décoller et à fonctionner, alors que l'essentiel du travail de sape provient

d'eux-mêmes, au fil de leurs déclarations extrêmement critiques envers lui. Ils vont même jusqu'à reprocher à Benoît Hamon de ne pas assez rassembler son parti, tout en expliquant qu'eux-mêmes envisagent d'aller soutenir un candidat extérieur au parti. A ce niveau de pyromanie politique envers leur parti, je suis étonné qu'aucune sanction ne soit prise.

De quelles sanctions parlez-vous?

Manuel Valls, parce qu'il a été candidat à la primaire, est tenu de «soutenir publiquement le candidat désigné» et de «s'engager dans sa campagne». C'est l'article 5.3.1 des statuts du PS. Or, Manuel Valls s'abstient de tout engagement dans la campagne de Benoît Hamon et il a récemment déclaré qu'il refusait de

parrainer sa candidature, ce qui est objectivement un acte public contre sa candidature. Il serait donc logique que la direction du PS sanctionne Manuel Valls, par exemple en lui retirant son investiture aux élections législatives. Si elle ne le fait pas, et plus largement si les cadres du PS qui déclarent soutenir Emmanuel Macron ne subissent aucune sanction, cela équivaut à détruire la campagne présidentielle de Benoît Hamon.

Il est du reste paradoxal que ce soit un parti autre que le PS qui lui donne une leçon de respect de la parole donnée: le PRG, lui, a confirmé en bloc son soutien à Benoît Hamon, après que sa dirigeante Sylvia Pinel a participé à la primaire.

Revenons à Emmanuel Macron. Propose-t-il quelque chose de nouveau?

Non. Il propose un projet de libéralisation massive de la société française et de notre économie, avec pour moteur un grand parti central des classes moyennes, qui satelliserait sur ses flancs une droite et une gauche amputées de leurs ailes les plus modérées. Il propose un projet qui coalise, en termes de sociologie électorale, les intérêts objectifs des classes moyennes et supérieures. Et sur un nombre

impressionnant de sujets, il propose de copier-coller le modèle suédois, en particulier sur le fonctionnement de sa protection sociale. Bref, sur les fondamentaux de son projet et jusque sur son profil de candidat jeune issu des plus grandes écoles et passé par le ministère de l'Economie, Emmanuel Macron en 2017, c'est un remake de Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

Emmanuel Macron en 2017, c'est un remake de Valéry Giscard d'Estaing en 1974.

Emmanuel Macron est-il le meilleur «vote utile» au premier tour face à Marine Le Pen?

Si Marine Le Pen est finaliste de la présidentielle, et si l'on considère que les valeurs de l'extrême droite sont incompatibles avec celles de la République, alors le concept de «front républicain» est compréhensible: l'on vote pour l'adversaire de Marine Le Pen, qui qu'il soit, afin de faire barrage au FN.

En revanche, le concept de «vote utile» contre le FN au premier tour de l'élection présidentielle, avancé notamment par Daniel Cohn-Bendit, est un argument absurde. Les enquêtes d'opinion pour le second tour de la présidentielle donnent Marine Le Pen battue à plate couture quel que soit le finaliste envisagé face à elle. Et surtout, surtout, bien plus fiables que les sondages, les toutes récentes élections régionales ont encore prouvé que dans un duel de second tour le FN est très, très largement battu. Il n'y a donc aucune raison de pratiquer un quelconque «vote utile» au premier tour.

Emmanuel Macron est-il un candidat antisystème?

Non. D'une part, il provient des plus grandes écoles du pays, il a travaillé pour et avec les plus hautes élites intellectuelles, économiques et politiques du système en place, il a été bras droit de Jacques Attali pour écrire un rapport dont les propositions ont été appliquées par le président Sarkozy puis le président Hollande, il a été n°2 de l'Elysée sous François Hollande et architecte de sa politique économique, et il a été ministre de l'Economie. D'autre part, il a milité vent debout contre la séparation des activités du système bancaire lorsqu'il était n°2 de l'Elysée, et aussi bien sa politique comme ministre puis son programme comme candidat consistent à aller plus loin dans le sens du programme économique de la «mondialisation malheureuse» appliqué en France depuis des années.

Donc, que ce soit par son parcours, par ses actes ou par ses idées, Emmanuel Macron est un candidat radicalement pro-système, et non pas antisystème. Puisqu'il porte une proposition de fusion pure et simple des forces politiques pro-«mondialisation malheureuse» d'où qu'elles viennent, l'on peut même soutenir que face à la montée du vote

Emmanuel Macron est la dernière cartouche du système.

antisystème - l'antisystème identitariste et l'antisystème altermondialiste -, Emmanuel Macron est la dernière cartouche du système.

Je discutais d'ailleurs très récemment avec un journaliste du *Sunday Times* : il m'expliquait que vu d'outre-Manche, quand il écoute les dirigeants et les militants d'En marche!, il est très étonné qu'ils considèrent comme innovantes des propositions économiques qui, au Royaume-Uni, sont vieilles de plus de vingt ans et sont globalement considérées comme ayant échoué.

En supposant qu'il soit élu chef de l'Etat, Emmanuel Macron peut-il obtenir une majorité aux élections législatives?

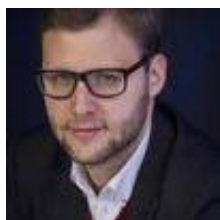
J'entends beaucoup ces jours-ci qu'on risque d'avoir, quel que soit le prochain président de la République, une Assemblée nationale sans majorité. Je ne partage pas ce catastrophisme. Il me semble que le vainqueur de la présidentielle bénéficiera, comme d'habitude, d'une prime dans les urnes aux législatives, et que dans ces conditions il trouvera facilement un parti significatif prêt à s'allier avec lui pour atteindre ensemble le point de bascule électoral qui l'assure d'une majorité pour gouverner.

Je me demande simplement si dans l'hypothèse de l'accession d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, En marche! s'alliera avec le PS ou avec Les Républicains. Lors d'un récent débat avec son porte-parole Benjamin Griveaux, arbitré par Natacha Polony, je lui ai posé trois fois la question et il a trois fois botté en touche. C'est compréhensible, car répondre à cette question est dangereux pour Emmanuel Macron: à titre comparatif, l'équivalent britannique de son mouvement, les LibDem, a commencé à subir une hémorragie électorale dès qu'il s'est allié avec la droite, et il l'aurait subie dans l'autre sens s'il s'était allié avec la gauche.

Emmanuel Macron ne prévoit-il pas plutôt de récupérer des morceaux de la droite et du PS pour former une grande coalition centrale?

C'est apparemment un scénario envisagé dans son équipe de campagne. Il y a cependant un point faible dans le raisonnement: autant jouer l'éclatement du PS semble faisable, autant jouer simultanément celui du parti LR semble une stratégie moins viable et plus hasardeuse. Or, si Emmanuel Macron a l'espace électoral central habituel et un renfort de l'aile droite du PS, ce n'est toujours pas assez pour avoir une majorité à l'Assemblée. Bis repetita: il lui faudra donc s'allier soit avec ce qui restera du PS amputé, soit avec LR. Mais répondre clairement à la question «*Avec quels partis vous allierez-vous pour gouverner?*» pendant la campagne présidentielle, ce serait menacer sa dynamique d'hémorragie électorale. Et donc, lui et ses lieutenants bottent en touche sur ce sujet.

Jouer l'éclatement du PS semble faisable, jouer simultanément celui du parti LR semble une stratégie plus hasardeuse.



(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Alexandre Devecchio

(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Suivre

(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/8132503124224559636>)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @

(https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio

